



Conférence de presse du 18 juin 2026 du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation

« Exagérée, inutile et injuste »

Exposé de la conseillère aux États Franziska Roth (le discours prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs,

L'initiative sur l'alimentation poursuit des objectifs sympathiques à première vue. En effet, qui ne voudrait pas d'une agriculture encore plus durable, d'aliments encore plus sains ou d'un approvisionnement encore plus sûr ? Cependant, à y regarder de plus près, il apparaît que l'initiative n'est pas la bonne solution. Elle est exagérée, inutile et, en fin de compte, socialement injuste.

Exagérée, car elle exige une refonte totale de notre système alimentaire en l'espace de quelques années. Le Conseil fédéral souligne que ces objectifs ne pourront être atteints qu'au prix d'une ingérence sans précédent dans la production et la consommation. Il ne s'agit donc pas de petits ajustements, mais d'une réforme en profondeur.

Inutile, car bon nombre des questions qu'elle aborde sont déjà traitées aujourd'hui. La politique agricole suisse se développe en permanence. Nous promovons la biodiversité, la protection des ressources et la production durable. Pour ce faire, nous n'avons pas besoin d'un nouvel article constitutionnel qui créerait de nouveaux conflits et susciterait des attentes qui ne pourraient pas être satisfaites.

Et surtout, elle est socialement injuste. Un renchérissement des aliments ne touche pas tout le monde de la même manière. Ce sont en premier les personnes qui, aujourd'hui déjà, doivent faire face à la hausse des primes d'assurance maladie, à l'augmentation des frais de logement et à un alourdissement de leurs charges financières qui sont touchées. Une alimentation durable ne doit pas devenir un privilège pour les personnes qui gagnent bien leur vie. Quiconque poursuit des objectifs écologiques doit toujours tenir compte de la réalité sociale des personnes concernées. Nous voulons une politique qui allie durabilité et justice sociale. Une politique qui permette les progrès sans alourdir encore davantage le budget des familles. Une politique qui assume ses responsabilités, plutôt que d'inscrire des exigences symboliques dans la Constitution.

C'est pourquoi je rejette l'initiative sur l'alimentation. Non pas parce que nous remettons ses objectifs fondamentalement en question, mais parce que nous sommes convaincus que de bons objectifs doivent aussi être poursuivis avec de bons instruments. Or, cette initiative n'est pas le bon instrument. Elle est exagérée et inutile, et, au final, constitue la mauvaise réponse.

Un grand merci de votre attention.